

Du conflit à la coopération?

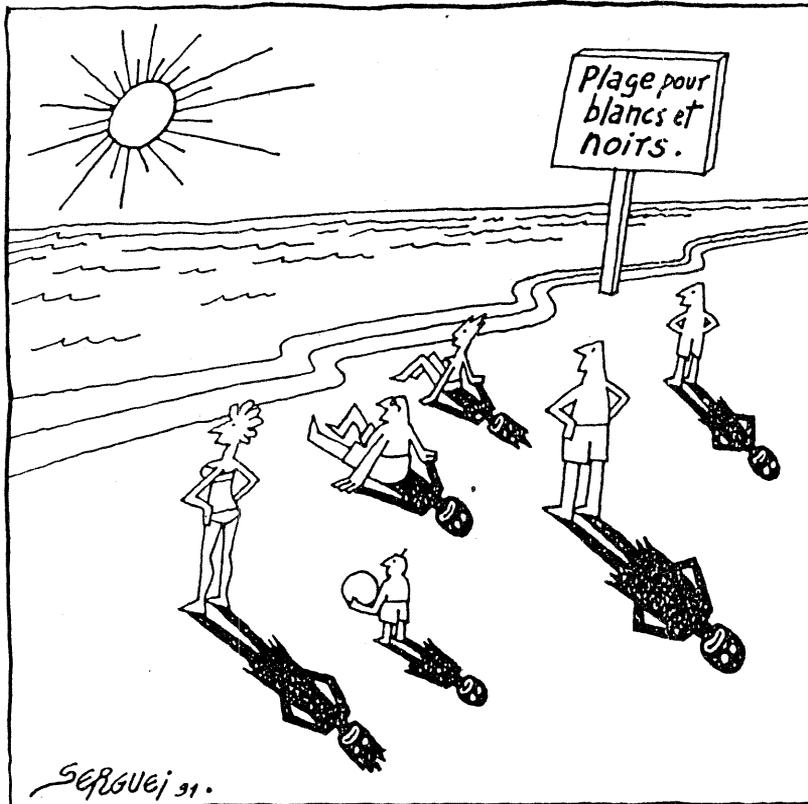
Europe, SADCC et Afrique du Sud

"Du conflit à la coopération", tel a été le sujet d'une conférence internationale organisée par l'AWEPAA (Association of West European Parliamentarians for Action against Apartheid) les 14 et 15 février au Luxembourg. Cette conférence analysait la situation en Afrique du Sud après les récentes déclarations du président De Klerk promettant l'abolition prochaine de trois lois majeures de l'apartheid et s'interrogeait sur les possibilités et surtout sur l'opportunité d'une coopération des pays du SADCC (Southern African Development Coordination Conference: Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe) et de l'Europe avec l'Afrique du Sud. L'Action Solidarité Tiers Monde participait à cette conférence.

Après une brève introduction de M. Jan Nico Scholten, président de l'AWEPAA, M. Jacques F. Poos, en sa qualité de Président en exercice du Conseil des Ministres de la CE, rappelait en quelques mots la position de la CE envers l'Afrique du Sud. Il a assuré que la CE attendra des initiatives concrètes en ce qui concerne l'abolition du land act, du group areas act et du population registration act avant de se prononcer sur une éventuelle abolition des sanctions, tout en remarquant que la CE "entamera les préparatifs en vue des actions appropriées" qui s'imposeront en vue de l'évolution de la situation en Afrique du Sud. Il va

de soi, qu'après avoir entendu la position officielle de la CE, les participants à cette conférence internationale attendaient avec impatience l'appréciation des principaux intéressés, c.-à-d. le jugement de ceux qui sont les victimes de l'apartheid en Afrique du Sud.

Le témoignage du Père Smangaliso Mkhathswa, ancien secrétaire général de la Conférence des Evêques Catholiques en Afrique Australe, emprisonné et maltraité par le pouvoir blanc, était particulièrement convaincant et concluant. Tout en saluant les déclarations de De Klerk de vouloir abolir les lois majeures



serguej
in: Le Monde

de l'apartheid, le Père Mkhathshwa rappelait le caractère oppresseur et particulièrement inhumain de ce système qui dénie aux noirs leur dignité humaine et qui est encore fortement ancré dans la mentalité de la minorité blanche. Ainsi, et ceci malgré l'abolition du separate amenities act qui régissait l'apartheid dans les lieux publics, il y a à Pretoria toujours p.ex. des bus pour les noirs et des bibliothèques réservées aux blancs. Moyennant l'exigence d'une redevance, d'une carte de membre, de droits d'entrée etc., beaucoup de municipalités pratiquent la ségrégation par l'argent, qui n'est alors qu'une continuation de la ségrégation raciale. C'est ainsi que dans la vie quotidienne pratiquement rien n'a changé pour les noirs. Les changements annoncés ont "bonne mine" sur le papier, mais la réalité est tout autre. Les lois de sécurité extrêmement répressives sont toujours en vigueur. Un régime qui n'a pas de légitimité démocratique - il n'a pas été élu par la majorité du pays - veut contrôler le processus de changement. Ce régime n'a pas tenu une partie des promesses de l'année passée. Ainsi beaucoup de prisonniers politiques n'ont pas été libérés. Des milliers d'exilés sud-africains attendent toujours la permission de pouvoir regagner leur pays. En ce qui concerne la situation de la violence en Afrique du Sud, la responsabilité du gouvernement est engagée. Le pouvoir blanc ne réagit pratiquement pas vis-à-vis de cette "troisième force", composée de gens de l'extrême droite, de certains cadres des services de sécurité, bénéficiant de certaines protections politiques et soutenant en armes et en argent des extrémistes de l'Inkatha (pour l'analyse de cette violence en Afrique du Sud, voir forum Nr. 124 p. 7-11 et bp3w Nr. 104/105 p. 23-27). Si le pouvoir blanc veut maintenant abolir le land act qui attribue à la minorité blanche la possession de 87% du territoire sud-africain, ou le group areas act, qui relègue les noirs dans des townships et bidonvilles à la périphérie des villes blanches, ceci ne va pas changer grand chose en pratique. Le système de l'apartheid

ayant engendré la misère pour l'immense majorité des noirs, ceux-ci n'ont certainement pas les moyens d'acquérir de la terre ou de devenir propriétaires de logements dans les zones "blanches". Il ne faut surtout pas oublier les dimensions économiques et sociales de l'apartheid qui subsisteront encore longtemps après un éventuel démantèlement complet de l'apartheid en tant que système politique. C'est pour cette raison que le Père Mkhathshwa demande des changements fondamentaux, "structural changes":

- il faut donner à la population noire la possibilité matérielle d'acquérir de la terre et de l'exploiter;
- il faut injecter des capitaux en cette nouvelle Afrique du Sud de l'après-apartheid pour combler le fossé entre riches et pauvres;
- il faut que la majorité noire puisse exercer un contrôle sur la richesse du pays et puisse naturellement aussi bénéficier de cette richesse;
- il faut éduquer les gens à la démocratie, les aider à changer d'attitude en vue de l'établissement d'une société non-raciale, démocratique et juste;
- il faut fournir une aide pour la réinstallation des exilés;
- il faut soutenir l'ANC comme important mouvement populaire noir;
- il faut écouter le peuple noir sud-africain avant de renoncer à la pression et avant de décider une éventuelle levée des sanctions (pour la question des sanctions, voir plus loin l'interview avec le Père Mkhathshwa).

M. Neo Mnumzana, responsable de l'ANC pour l'Europe, partage l'analyse faite par le Père Mkhathshwa. Il rappelle que plus de trois mille prisonniers politiques n'ont pas encore été libérés et que plus de vingt mille exilés attendent l'autorisation de pouvoir enfin revenir au pays. Toute activité politique reste très dangereuse. Rien de fondamental n'a encore changé dans la vie de tous les jours. Les sanctions doivent être maintenues jusqu'à l'annonce de l'élection d'une assemblée constituante et la création d'un gouvernement intérimaire. Pour M. Mnumzana, il est absolument capital de recourir très bientôt à des élections libres et démocratiques qui seules pourront départager les forces en présence et qui permettront au peuple sud-africain de manifester ses choix pour l'avenir. Les participants à la conférence débattaient naturellement toutes les questions soulevées, analysaient encore la situation au Mozambique (une analyse de la situation dans ce pays paraîtra dans nos colonnes dès que nous serons en possession du texte de la nouvelle constitution mozambicaine), s'enquerraient du développement des ressources humaines en Afrique Australe et discutaient de l'avantage du concept de démocratie et de ses exigences.

En conclusion des travaux de cette conférence internationale, M. Jan Nico Scholten, président de l'AWEPAA, demandait que les sanctions envers l'Afrique du Sud ne devaient pas être levées sans une consultation préalable des représentants de la majorité noire et sans que les trois conditions suivantes n'eussent été remplies: 1) libération de tous les prisonniers politiques; 2) droit pour tous les exilés de retourner librement au pays; 3) abolition des lois spéciales sur la sécurité (security acts) qui sont toutes contraires à la notion d'état de droit.

Pour terminer, le lecteur me permettra encore quelques réflexions personnelles en ce qui concerne la "couverture" par la presse de cette conférence internationale. D'après ce que j'ai pu constater, en feuilletant attentivement le "tageblatt", ce quotidien boycottait à nouveau une manifestation qui traitait de l'apartheid. Le "Lëtzebuenger Land" était présent à la conférence de presse mais n'a pas publié de compte rendu jusqu'à ce jour (24 février). j-lo du "Luxemburger Wort" est l'auteur d'un reportage de 90 lignes dans lesquelles il réussit l'exploit de ne rien révéler de ce que les participants sud-africains avaient à reprocher au régime blanc. C'est un peu étonnant, car le Père Mkhathswa, ancien secrétaire général de la Conférence des Evêques Catholiques en Afrique du

Sud est certainement une meilleure adresse qu'un certain Karl Breyer, chanteur invétéré de De Klerk et auquel le LW ouvre si largement ses colonnes. Toute vérité n'est peut-être pas bonne à dire. Il faut alors féliciter Omu du LW qui, le jour suivant, publiait un compte rendu un peu court, mais tout à fait "honnête" de la conférence de presse du président de l'AWE-PAA. Même remarque pour St du "journal", tout en remarquant qu'il a oublié de mentionner l'exigence d'abolir les lois de sécurité. La palme d'or de la couverture de cette conférence internationale revient sans aucun doute, de par son étendue et son contenu, au "Républicain Lorrain" qui a publié un bon compte rendu de la séance d'ouverture.

Mathias Flammang